

■ HOTEL-DE-VILLE

CL 06/09/10.

Plus de 300 manifestants contre la xénophobie



Les 300 manifestants sont partis de l'hôtel-de-ville pour rejoindre le Champ-de-Mars et s'arrêter finalement devant la préfecture.

Photo Romain Perrocheau

Impossible de circuler devant l'hôtel-de-ville, samedi après-midi. Les drapeaux colorés flottent, les paroles de Claude Nougaro résonnent, «*Armstrong je ne suis pas noir, je suis blanc de peau*». Les 300 manifestants se sont réunis un peu avant 15 heures dans une ambiance bon enfant et surtout unitaire, à l'initiative de la Maison des peuples et de la paix. Plus de vingt associations, syndicats et partis politiques ont appelé à défilé contre la politique du gouvernement qu'ils baptisent «*politique du pilori*». Ils s'unissent contre toute stigmatisation quelle qu'elle soit. Sur une des pancartes est écrit en grosses lettres noires: «*On n'a pas peur des Roms, des immigrés, mais du chômage et de la précarité.*»

Dans la foule des silhouettes de couleur portées par les militants s'agitent. «*C'est un symbole, explique Jean-Michel Pluyaud, de l'Unsa. Nous voulons montrer que la politique menée actuellement par le gouvernement peut toucher n'importe qui, anonymement.*»

Au micro, les interlocuteurs se relaient. Francis Groux de la Fnasat (Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et les gens du voyage) rappelle que les gens du voyage «*sont des Charentais, comme vous et moi*».

Applaudi, il passe le micro à Saliou qui s'exprime au nom des sans-papiers. «*Nous avons le sentiment d'être abandonnés*», plaide-t-il.

Enfin, Xavier Favre prend la parole, en tant que représentant des associations ayant appelé à la mobilisation. Il rappelle le contexte politique et lance des piques au gouvernement - «*personne ne parle de déchoir de sa nationalité ceux qui fraudent le fisc*» -, évoque l'affaire Bettencourt.

Avant le départ, les militants en profitent encore pour faire signer la pétition qu'ils apporteront au préfet durant l'audience accordée en fin d'après-midi. Une délégation de six personnes représentant l'ensemble des mouvements y sera reçue.